

## **LE TEMPS, 27 JANVIER 2007**

**Interviews : Dick Marty s'exprime à propos des complicités européennes avec les tortionnaires de la CIA**  
, par [Ron HOCHULI](#)

### **Vue du parlement européen à Strasbourg**

Le Tessinois Dick Marty qui enquête lui-même sur mandat du Conseil de l'Europe, se dit déçu par les conclusions de l'enquête du Parlement européen. Dick Marty s'étonne également du silence du Conseil fédéral suisse. Les conclusions de la commission du Parlement européen, présentées, mardi 23 janvier, à Bruxelles, seront débattues, les 13 février et 14 février 2007, en séance plénière. Elles visent particulièrement certains pays comme la Pologne, l'Italie, l'Autriche, le Portugal et le Royaume-Uni. Les enquêteurs demandent des sanctions à leur encontre.

Dick Marty :

« Mais il existe maintenant des considérations idéologiques et politiques qui vont primer. Globalement, je m'attendais à davantage de révélations factuelles. »

**Question :**

**« Le Parlement européen a-t-il rempli son mandat ? »**

« Il confirme ce que j'ai déjà montré. J'attendais qu'il aille au-delà. Une nouvelle fois, la recherche de la vérité passe après la défense d'intérêts politiques. Au moins, dans mon enquête, je suis libre de ce genre de considérations. Je ne critique personne. Mais la méthodologie est différente. »

**Dick Marty**

**-« Les moyens aussi... »**

« Le Parlement européen a institué une commission spéciale de quarante-six membres, avec un secrétariat permanent de treize personnes. Moi, j'agis en solitaire. Ce sont deux approches différentes, qui amènent un résultat similaire et, au fond, se complètent. En ce sens, c'est positif : cette enquête conclut également que quelque chose de très grave s'est produit, puisque le rapport du Parlement confirme qu'au moins 1245 vols ont été opérés par la CIA dans l'espace aérien européen entre la fin 2001 et la fin 2005 -même si tous n'ont pas servi à transporter des détenus. »

**Un Boeing 737 de la CIA utilisé pour transférer des détenus clandestinement**

**-« La commission du Parlement n'est donc pas à blâmer ? »**

« Non ! Le problème, c'est que les représentants d'autorités nationales et internationales, interrogés par ces enquêteurs, ont menti de façon éhontée et, qui plus est, refusent les conclusions de l'enquête. Et dans les parlements nationaux, il y a un réflexe politique de défendre le gouvernement. L'exemple allemand est révélateur. Aucune force politique n'a intérêt à dévoiler quoi que ce soit. Les Verts sont mal à l'aise parce que le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder n'était autre que Joschka Fischer, leur icône. Il est difficile de croire que celui-ci ne savait rien. Quant à l'actuel chef de la diplomatie, Frank-Walter Steinmeier, il était, sous Schröder, chef de la Chancellerie, soit le relais institutionnel avec les services de renseignement... Autre exemple : l'Italie. Après Silvio Berlusconi, le gouvernement, pourtant de centre gauche, invoque le secret d'Etat pour ne rien dire. »